

l'Europe occidentale, — changements de régime en Espagne, au Portugal, et en Grèce, eurocommunisme — donnent à certains États européens une importance internationale nouvelle qui revalorise les relations bilatérales du Canada avec ces pays.

Le Danemark illustre bien cette évolution, comme le montre la visite du premier ministre Jorgensen à Ottawa en décembre 1977. En 30 ans de relations diplomatiques, il s'agissait là de la première visite officielle d'un chef de gouvernement d'un pays qui est, après les États-Unis, le voisin le plus immédiat du Canada par son territoire du Groenland. Cette visite avait été précédée par celle du premier ministre Trudeau à Copenhague en mai 1975. Ces deux voyages peuvent non seulement être considérés comme une étape nouvelle dans les relations canado-danoises, mais aussi comme exemples d'une évolution plus générale de la diplomatie canadienne en Europe. Il est donc intéressant d'analyser le cas du Danemark dans cette perspective.

### Le cas du Danemark

Le Danemark est un petit pays de cinq millions d'habitants avec lequel le Canada n'a eu, traditionnellement, que des relations bilatérales limitées, tant sur le plan officiel que privé. Jusqu'à une date récente, les relations des deux pays se sont surtout développées à l'intérieur d'organisations multilatérales, notamment l'OTAN et l'ONU, où elles furent cordiales et étroites. L'intérêt des deux l'un pour l'autre a donc tenu d'abord à la convergence de leurs objectifs stratégiques, et au fait que l'un et l'autre entendent les poursuivre dans un cadre de sécurité collective. Cette caractéristique d'ensemble des relations canado-danoises est encore valable, mais il faut désormais y ajouter deux dimensions récentes, complémentaires, et interdépendantes l'une de l'autre: la nouvelle politique européenne de chaque pays (l'entrée dans le Marché Commun pour le Danemark, le lien contractuel pour le Canada) et l'approfondissement de leurs relations bilatérales à travers les problèmes de l'Arctique. Si l'on veut, l'Europe et l'Arctique sont devenus pour l'un et l'autre le point de rencontre et de revitalisation de leurs relations bilatérales, les politiques dans un secteur pouvant contribuer au renforcement des politiques dans le second. Pour le Canada, les actions qu'il sera de plus en plus amené à poursuivre en commun avec le Danemark dans l'Arctique servent à consolider et à élargir le champ de ses politiques européennes. Pour le Danemark l'intimité des liens du Canada avec la CEE est une garantie de sa coopération dans la solution des problèmes de l'Arctique, auxquels il attache une importance capitale. Il fut, de ce fait, le premier membre de la Communauté européenne à donner son appui au projet de lien contractuel mis de l'avant par le Canada, (et ce, en dépit des réserves de dernière heure, et de caractère tactique, qu'il fit à ce sujet).

### Des convergences nombreuses

Une nouvelle forme d'interdépendance s'est donc établie entre les deux pays. Elle n'aurait pas été possible, cependant, sans un certain nombre de convergences socio-politiques plus générales qui définissent l'importance relative mais spécifique du Danemark dans la diplomatie canadienne. Par exemple, les deux pays partagent une même tradition de monarchie constitutionnelle, et l'un et l'autre sont très attachés aux institutions et aux valeurs démocratiques. Dans plusieurs domaines sociaux et techniques, le Danemark pratique des politiques progressistes et novatrices qui intéressent le gouvernement canadien, les Provinces, et différents groupes: les nombreuses et constantes visites de spécialistes canadiens au Danemark l'attestent, de même, par exemple, que les sujets abordés par Messieurs Trudeau et Jorgensen lors de la récente visite de ce dernier à Ottawa. Par surcroît, le Danemark est depuis longtemps perméable à l'influence culturelle anglo-saxonne, essentiellement celle de la Grande-Bretagne, — avec laquelle il a toujours entretenu des liens particuliers, comme le Canada — et plus récemment celle des États-Unis. Il faut sans doute y voir la source de certains comportements politiques, comme le pragmatisme et le sens du compromis, qui ont permis au Canada et au Danemark de communiquer et de coopérer facilement en de nombreuses circonstances.

Mais c'est surtout la politique étrangère du Danemark qui présente un intérêt particulier pour le Canada. Comme celui-ci, le Danemark s'est intensément impliqué dans les affaires internationales depuis 1945, et comme pour le Canada également, cette politique succédait à une longue période d'isolement. Membre actif de l'ONU — qui est l'un des piliers de sa politique étrangère, à l'instar du Canada — membre aussi de l'Alliance atlantique, du Conseil nordique, et plus récemment de la CEE, le Danemark partage avec le Canada le souci de compenser sa faiblesse relative par une participation active à des organisations multilatérales qui lui donnent la possibilité d'intervenir sur toutes les questions qui, en menaçant la sécurité internationale, menacent la liberté des échanges économiques, dont sa prospérité dépend. En outre, comme le Canada vis-à-vis des États-Unis, le Danemark subit l'attraction financière et commerciale d'un puissant voisin et allié, l'Allemagne de l'Ouest. Cette situation a certainement rendu plus facile la compréhension de la politique canadienne de la Troisième Option, et donc du lien contractuel, par le gouvernement danois. Sur le plan de la défense, le Danemark a été amené, comme le Canada, à réviser sa contribution à l'OTAN et à réduire ses dépenses militaires. Enfin, qu'il s'agisse de la violation des droits de l'homme, du dialogue nord-sud, de la sécurité en Europe, de la décolonisation, le Danemark adopte des positions libérales qui le rapprochent de celles que le